

# A l'AIPAC, Obama ébauche un changement politique visant à défendre les intérêts américains et israéliens

Par Alex Lantier, le 11 juin 2008

Dans son discours du 4 juin à l'AIPAC (American Israel Public Affairs Committee), le plus grand groupe de pression pro israélien à Washington, le candidat démocrate à l'élection présidentielle Barack Obama a clairement fait part de son engagement à défendre les intérêts impérialistes des Etats-Unis ainsi que d'Israël, tout en proposant un mélange de diplomatie, de menaces et de force militaire plus souple que celui utilisé par l'administration Bush.

Après avoir été accusé par Bush en tournée au Proche-Orient, le mois dernier, de prôner « l'apaisement » Obama s'est donné beaucoup de mal pour montrer clairement que le changement tactique qu'il prône profiterait à la fois à l'impérialisme américain et aux intérêts d'Etat d'Israël.

Il a commencé par une déclaration de soutien à l'oppression israélienne des Palestiniens, par ces mots: « Nous savons que l'établissement d'Israël était juste et nécessaire, enraciné dans des siècles de lutte et des décennies d'un travail patient. Mais 60 ans plus tard, nous savons que nous ne pouvons pas fléchir, nous ne pouvons pas céder, et en tant que président je ne ferai jamais aucun compromis quand il y va de la sécurité d'Israël. »

S'opposant à toute revendication palestinienne pour Jérusalem, il a dit: « Jérusalem restera la capitale d'Israël, et ne doit pas être divisé. » Il a soutenu la politique de l'administration Bush consistant à refuser de négocier avec le gouvernement élu du Hamas dans la bande de Gaza.

Obama a promis de maintenir le niveau très élevé d'aide militaire américaine à Israël, en disant qu'il continuerait à « garantir l'avantage militaire qualitatif d'Israël » sur les autres pays de la région et en ajoutant qu'il mettrait en place un mémorandum d'entente garantissant 30 milliards de dollars d'aide à Israël pour la prochaine décennie.

Il a cependant fait remarquer que l'actuelle politique américaine au Proche-Orient avait provoqué des revers significatifs pour les intérêts améri-

cains et israéliens, notamment l'échec de l'invasion israélienne, soutenue par les Etats-Unis, du Liban à l'été 2006 et l'élection d'un gouvernement du Hamas dans la bande de Gaza en février de cette année.

Il a déclaré: « Je pense qu'aucun d'entre nous ne peut être convaincu que la politique étrangère américaine récente a rendu Israël plus sûr. Le Hamas contrôle à présent Gaza. Le Hezbollah a resserré son emprise sur le sud Liban et joue des muscles à Beyrouth. A cause de la guerre en Irak, l'Iran qui a toujours représenté une menace plus grande pour Israël que l'Irak, s'est enhardi et représente le plus grand défi stratégique pour les Etats-Unis et Israël au Proche-Orient depuis une génération. »

Il a proposé un ajustement de la politique étrangère américaine, comprenant des négociations avec l'Iran: « Nous utiliserons tous les dispositifs de la puissance américaine pour faire pression sur l'Iran... Cela commence par une diplomatie dure, fondée sur des principes et agressive, sans condition préalable allant à l'encontre du but recherché, mais une compréhension lucide de nos intérêts. »

Malgré les opinions de soutiens de gauche d'Obama, encore plus bercés d'illusions, tel *The Nation*, qui a écrit qu'il faisait preuve d'« une approche plus humaine et plus sage en matière de politique étrangère », la politique présentée à grands traits par le candidat démocrate ne représente pas une rupture réelle d'avec la politique de guerre et de provocation de l'administration Bush.

Il n'y a rien de pacifiste ou d'anti-impérialiste à sa politique. Elle n'est en fait pas moins impitoyable dans sa poursuite des intérêts impérialistes américains, ni moins hostile aux aspirations des masses palestiniennes, que la politique de Bush et de McCain. Au contraire, Obama a argué devant l'AIPAC qu'il mettra en place de façon plus compétente et plus intelligente la Realpolitik impérialiste.

Obama a promis qu'il « garderait toujours sur la table la menace d'une action militaire pour défendre notre sécurité et notre allié Israël. » En d'autres termes, les négociations qu'il propose d'avoir avec l'Iran se tiendraient alors que l'Iran serait sous la menace constante d'une attaque américaine.

La principale innovation d'Obama est le calcul cynique que la démonstration de diplomatie qu'il propose signifiera, si Washington décidait d'attaquer l'Iran, qu'il sera plus facile d'obtenir l'adhésion de l'opinion publique américaine et internationale à une guerre plus étendue au Proche-Orient. Il a dit : « Parfois il n'y a pas d'alternatives à une confrontation. Mais c'est ce qui rend la diplomatie plus importante. Si nous devons faire usage de la force militaire, nous sommes plus susceptibles de réussir et obtiendrons un soutien bien plus grand à l'intérieur du pays comme internationalement, si nous sommes allés au bout de nos efforts diplomatiques. C'est de ce changement que nous avons besoin dans notre politique étrangère. »

Pour donner un exemple du genre d'accord qu'il pourrait proposer à l'Iran, Obama a dit : « Nous présenterons un choix clair. Si vous abandonnez votre programme nucléaire dangereux, votre soutien au terrorisme, et vos menaces envers Israël, il y aura des récompenses significatives, dont la levée des sanctions et l'intégration économique et politique à la communauté internationale. Si vous refusez, nous allons faire monter la pression. »

L'appel d'Obama à une nouvelle voie dans les relations avec l'Iran reflète non seulement des inquiétudes concernant l'Iran mais aussi une insatisfaction profonde au sein de l'élite dirigeante américaine sur la conduite de la guerre en Irak par l'administration Bush. Son appel à des pourparlers avec l'Iran s'accorde tout à fait avec son soutien à la réduction de la présence militaire américaine en Irak et au redéploiement des forces américaines en Afghanistan.

Ayant installé à Bagdad un régime shiite intégriste entretenant des relations historiques étroites avec l'Iran, la bourgeoisie américaine est placée devant un dilemme. L'Irak ne joue plus son rôle traditionnel de contrepoids militaire à l'Iran dans la région et les Etats-Unis sont confrontés, au sein de leur propre régime fantoche en Irak, à une opposition significative à une politique d'agression contre l'Iran.

Le premier ministre irakien Nouri al-Maliki et d'autres représentants du gouvernement ont publiquement critiqué la politique iranienne des Etats-Unis. Maliki a accueilli le président iranien Mahmoud Ahmadinejad en visite d'Etat à Bagdad en mars dernier. Le mois dernier, son gouvernement avait refusé de participer à une offensive, soutenue par les Etats-Unis, contre l'Armée du Mahdi shiite dans le quartier Sadr City de Bagdad, exigeant que Téhéran arrange plutôt une trêve.

Obama a fait remarquer: « Garder tous nos soldats parqués indéfiniment en Irak n'est pas le moyen d'affaiblir l'Iran, c'est précisément ce qui l'a renforcé. C'est une politique pour y rester et pas une politique pour gagner. J'ai proposé un redéploiement progressif, responsable de nos soldats hors d'Irak. »

Le raisonnement d'Obama est sur la même ligne que d'importantes sections de l'establishment américain responsable de la politique étrangère, représenté notamment par le Groupe d'étude sur l'Irak 2006, qui considère que la politique de l'administration Bush est une catastrophe et espère qu'une posture moins ouvertement agressive envers l'Iran réduira l'isolement international de Washington, à la fois en réduisant l'hostilité des masses du Proche-Orient envers les Etats-Unis et en poussant d'autres gouvernements à s'allier à la politique américaine.

Obama a dit: « Si l'Iran ne change pas d'orientation quand les Etats-Unis lui présenteront ce choix, il apparaîtra clairement ... que le régime iranien est responsable de son propre isolement. Cela renforcera notre position auprès de la Russie et de la Chine au moment où nous insistons pour renforcer les sanctions au Conseil de sécurité. Et nous devons travailler avec l'Europe, le Japon et les pays du Golfe pour trouver toutes les avenues en dehors des Nations Unies pour isoler le régime iranien. »

Obama soutient depuis longtemps le redéploiement des soldats américains hors d'Irak et vers l'Afghanistan et l'adoption d'une ligne plus dure envers le Pakistan voisin, ces deux pays se trouvant à la frontière orientale de l'Iran. De telles mesures renforceraient l'encerclement militaire américain de l'Iran et placeraient les forces américaines en travers des voies terrestres reliant l'Iran à ses principaux partenaires commerciaux en Asie.